

Tchad/ Au lendemain d'un attentat-suicide Peur et désolation sur le marché de N'Djamena

AFP
N'Djamena/Tchad

Visages crispés, regards furtifs : au lendemain de l'attentat-suicide meurtrier qui a frappé le marché central de la capitale tchadienne, l'inquiétude régnait hier au milieu des rares étals où quelques commerçants avaient repris leur activité.

Sous l'œil vigilant des policiers armés jusqu'aux dents, certains fouillent parmi les débris et les flaques de sang toujours visibles, pour retrouver leurs maigres biens. Paniers de vivres ou ballots de vêtements, ils ont tout abandonné à la hâte pour fuir lorsque l'explosion a retenti.

Samedi matin, un kamikaze déguisé en femme a déclenché sa ceinture d'explosifs dissimulée sous son voile intégral, faisant au moins 15 morts et 80 blessés à l'entrée du marché central, en plein cœur de la capitale.

La tête voilée de l'auteur présumé de l'attentat, ar-

chée par l'explosion, a été retrouvée près du lieu de l'attentat, et montrée à des journalistes sur place. Le groupe islamiste nigérian Boko Haram a revendiqué sur Twitter ce nouvel attentat, le deuxième en moins d'un mois dans la capitale tchadienne, après les attaques suicides simultanées qui avaient fait 38 morts le 15 juin à l'école de police et au commissariat central.

« Je suis indigné par ce qui vient de se passer, c'est inhumain, un musulman ne peut pas se permettre de tuer des innocents en ce mois saint de ramadan », se lamente le sultan de Ndjamena, Kachallah Kasser, dont la maison jouxte l'entrée du marché.

« Nous les chefs traditionnels, allons sensibiliser nos populations à la vigilance et à dénoncer toute personne suspecte », assure-t-il à l'AFP.

Pour le gouverneur de la ville de N'Djamena, Issa Adjide, « le moment n'est pas à la réjouissance, il faut éviter les attroupements et demeurer vigilant ».

Hier à la mi-journée, ni le président tchadien Idriss

Déby Itno ni le gouvernement n'avaient encore fait de déclarations suite à ce nouvel attentat.

"ENNEMI INVISIBLE" * Le Tchad, en première ligne dans la guerre contre Boko Haram au côté de ses voisins nigérian, camerounais et nigérien, a déjà été menacé à plusieurs reprises par les islamistes. En conséquence, le dispositif sécuritaire avait été considérablement renforcé dans la capitale tchadienne depuis le début d'année.

Forces de police et soldats sont déployés dans toute la ville, sur les grandes artères, aux carrefours, dans les marchés et devant les mosquées.

Mais la peur de voir les attentats se multiplier, pouvant frapper n'importe où à n'importe quel moment, terrorise les habitants de ce pays qui n'avait encore jamais connu une telle menace.

« Ce qui se passait ailleurs et qu'on entendait dans les médias, ça se passe maintenant chez nous, j'ai trop peur pour moi et mes enfants », explique Zénaba, la quarantaine, qui vend des



Photo : AFP

Le marché de N'Djamena sous haute sécurité hier.

beignets aux abords du marché. Neuf commerçantes ont péri dans l'explosion de samedi.

Pour le porte-parole de la police nationale, Paul Manga, « cet attentat vient confirmer que l'interdiction du port » du voile intégral est « une mesure salutaire pour tous et doit être respectée plus que jamais par toute la population ».

Après le double attentat de juin, le gouvernement avait interdit par mesure de sécurité le port du voile intégral dans ce pays majoritairement musulman, mais l'interdiction

n'était que partiellement respectée. Le port du voile islamique intégral était devenu relativement courant depuis quelques années dans les rues de N'Djamena.

« Désormais, toute personne qui refuse de se soumettre à la loi sera automatiquement arrêtée et traduite devant la justice », prévient Paul Manga. « C'est triste ce qui vient de se passer, estime pour sa part un médecin, le Dr Moussa Ali. Personne n'est à l'abri des terroristes, et notre seule arme face à cet ennemi invisible c'est la vigilance ».

Grèce-UE/Négociations de dernières chance

Les Européens s'affrontent à Bruxelles

AFP
Bruxelles/Belgique

Les dirigeants de la zone euro s'affrontaient hier à Bruxelles pour décider du sort de la Grèce: aller vers un nouveau plan d'aide et arrimer le pays dans l'euro, ou le laisser dériver hors de la monnaie unique.

« JE me battrais jusqu'à la dernière milliseconde pour avoir un accord (...) je suis dans un esprit combatif », a lancé à son arrivée au sommet le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, très impliqué dans ces négociations de la dernière chance.

Mais la réunion des 19 chefs d'État et de gouvernement a pris d'entrée l'allure d'un pugilat au plus haut niveau, l'Allemagne, inflexible, et la France, qui prône une ligne plus souple, affichant leur profonde fracture autour du maintien ou non de la Grèce dans l'euro.

La France « va tout faire » pour garder la Grèce dans la zone euro, a assuré le président François Hollande, affirmant aussi que « l'enjeu, c'est de savoir si la Grèce sera demain dans la zone euro et l'enjeu c'est l'Europe ».

Pour la chancelière allemande Angela Merkel, au

contraire, il n'est pas question d'un accord « à n'importe quel prix ».

« La valeur la plus importante, à savoir la confiance et la fiabilité, a été perdue » avec Athènes, a ajouté Angela Merkel, promettant des « négociations ardues ».

CLIMAT DÉLÉTÈRE *

Avant ce sommet, les clivages entre Européens, tout comme le fossé qui sépare la Grèce du reste de ses partenaires, ont fait piétiner pendant deux jours une réunion marathon des ministres des Finances de la zone euro.

Après 14 heures de discussions laborieuses, ceux-ci ont finalement élaboré une première feuille de route avant de passer le relais aux chefs d'État.

L'enjeu étant de parvenir à un accord sur un nouveau plan d'aide à la Grèce, le troisième depuis 2010, pour un montant d'au moins 74 milliards d'euros sur trois ans, en échange de la mise en œuvre par le gouvernement d'Alexis Tsipras d'un plan de réformes très impopulaires, incluant une hausse de la TVA, une réforme des retraites et des privatisations.

« Beaucoup de progrès ont été faits », a assuré dans un tweet le ministre des Finances finlandais, Alexander Stubb, à l'issue de

l'Eurogroupe. Il reste un certain nombre de questions ouvertes, environ 5 à 10 « entre parenthèses », sur lesquelles les dirigeants vont devoir trancher, a précisé à l'AFP une source proche des négociations.

Parmi les nouveaux engagements réclamés à Athènes, figure le vote « d'ici le 15 juillet » par le Parlement grec d'un premier volet des mesures promises.

Le gouvernement grec de gauche radicale devra aussi accepter « de dures conditions » en ce qui concerne « la réforme du marché du travail et du système de retraites, la taxation et la TVA », a ajouté le ministre finlandais.

Après six mois de négociations tumultueuses, cette échéance de d'hier était présentée comme l'ultime chance de sauver la Grèce de l'effondrement financier.

Mais dans un climat délétère et de confiance brisée entre Athènes et le reste des Européens, il était difficile d'imaginer, comme l'assurait le Premier ministre grec Alexis Tsipras, qu'un accord était à portée de main dès ce dimanche « si toutes les parties le veulent ».

Les pays les plus durs, l'Allemagne en tête, qui doutent de la sincérité

d'Athènes et pour qui l'éjection de la Grèce de la zone euro n'est plus du tout tabou, avaient multiplié depuis samedi les demandes, exigeant chaque fois plus du gouvernement Tsipras.

Une fois de plus, la chancelière allemande aura la clé: si l'Europe ne s'entend pas, la Grèce, exsangue, qui ne tient plus que grâce aux aides d'urgence de la Banque centrale européenne, pourrait rapidement être poussée hors de l'euro, une situation inédite aux répercussions économiques et politiques inconnues.

« Aujourd'hui est le jour le plus important du mandat d'Angela Merkel. Ce n'est pas moins que l'avenir de l'Union européenne qui est en jeu », a commenté le quotidien allemand Der Spiegel.

L'enjeu est tel que le Président du Conseil européen Donald Tusk a affirmé que le sommet des chefs d'État, qui a débuté vers 14H00 GMT, se prolongerait jusqu'à conclure les négociations.

"CHAMP DE MINES" * En Grèce, l'inquiétude était palpable alors que le pays, au bord du gouffre financier, attend un dénouement.

« Un accord dans un champ de mines », titrait le quotidien To Vima, remar-

quant que « l'avenir du pays se décide maintenant au sommet des chefs d'État ».

Le journal Eleftheros Typos évoquait « l'avenir de la Grèce sur le fil du rasoir » en s'inquiétant: « Que va-t-il se passer en cas de cauchemar d'un Grexit? »

Yannis Theodoridis, un retraité, remarque que « ces derniers jours sont très durs », « on ne dort plus, tout le monde s'inquiète, ils n'y a plus d'argent, les banques sont fermées ».

Depuis la fermeture des banques le 29 juin, et la mise en place de contrôle de capitaux pour les empêcher d'imploser sous l'effet des retraits des Grecs anxieux, l'économie hellène est pratiquement à l'arrêt.

Actuellement, seule la BCE maintient en vie les banques grecques et toute l'économie du pays grâce à des prêts d'urgence qui ne pourront pas durer éternellement, d'autant qu'Athènes doit verser plus de 4 milliards d'euros à la BCE le 20 juillet, un paiement que la Grèce ne peut pas honorer.

Pour contourner cette difficulté, les créanciers pourraient envisager une solution transitoire, « un pont » financier qui permettrait à la Grèce de rembourser ce qu'elle doit à court terme.

L'Afrique en bref

Burkina Faso/Présidentielle. Le candidat du parti de Compaoré

Le parti de l'ex-président burkinabè Blaise Compaoré a désigné samedi son nouveau chef Eddie Komboïgo comme candidat à l'élection présidentielle du 11 octobre.

C'est la première fois que le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), créé par M. Compaoré en 1996 et passé dans l'opposition après sa chute, se choisit un candidat autre que son père fondateur.

Tanzanie/Présidentielle. Le choix du parti au pouvoir



Photo : AFP

Le parti au pouvoir en Tanzanie a désigné hier John Magafuli, actuel ministre des Travaux publics, pour le représenter lors de l'élection présidentielle d'octobre prochain.

Âgé de 55 ans, John Magafuli a de fortes chances de succéder au président Jakaya Kikwete, qui achève cette année son second quinquennat et ne sera pas candidat à sa succession, conformément à la Constitution.

Nigeria/Attentat/Explosion dans une église de Jos

Une explosion a frappé hier une église de Jos, une ville du centre du Nigeria, mais sans faire de victime, l'engin ayant été repéré par des gardes de sécurité avant qu'il ne se déclenche, a-t-on appris de source policière et par la Croix-Rouge

A travers le monde

Afghanistan/Attentat. Au moins 18 morts

Au moins 18 personnes ont été tuées hier dans un attentat commis dans l'est de l'Afghanistan par un kamikaze à bord d'une voiture piégée, près d'une base où sont stationnés des soldats afghans et étrangers, a-t-on appris auprès des autorités.

USA-Élections. Hillary Clinton : "stopper" Donald Trump

Hillary Clinton a estimé hier que le parti républicain devait « stopper » Donald Trump et ses remarques acerbes sur l'immigration mexicaine, en s'affirmant « déçue » des déclarations du millionnaire réputé pour être un proche des Clinton.

Mexique/Évasion. "El Chapo" Guzman, un dur !



Photo : AFP

Le baron mexicain de la drogue Joaquín "El Chapo" Guzmán est parvenu à s'échapper d'une prison de haute sécurité pour la deuxième fois en 14 ans, en passant par un tunnel, ont annoncé les autorités hier, un coup dur pour le président Peña Nieto.